

A PARTIR DU SIDA, QUELQUES COMMENTAIRES SUR LES NÉCESSAIRES IMPLICATIONS DANS L'ESPACE PUBLIC ET DANS LA RÉFLEXION ÉTHIQUE DES SCIENCES SOCIALES.

Jean-Pierre Dozon

L'intérêt, récent à l'Orstom, des sciences sociales, et particulièrement de l'anthropologie, pour les divers problèmes posés par l'épidémie du sida en Afrique, appelle d'entrée de jeu deux remarques assez contrastées.

D'un côté, le sida constitue un objet singulièrement attractif: au premier chef pour les anthropologues de la maladie ou encore pour les sociologues ou anthropologues des systèmes de santé et des pluralismes thérapeutiques (le sida pouvant jouer ici le rôle d'analyseur), mais aussi et plus largement pour tous ceux qui, au delà d'un cadrage immédiat en termes médicaux ou sanitaires, voient fort justement dans le sida un phénomène multidimensionnel qui, partant de la sphère la plus intime, affecte ou concerne peu ou prou l'ensemble des rapports et acteurs sociaux avec de fortes implications économiques et politiques. De l'autre, et malgré cette attraction (renforcée par des financements incitatifs) qui semble assez bien justifier l'intérêt en question, les chercheurs ne sont pas si nombreux à s'"engager" dans une thématique sur le sida, que ce soit d'ailleurs à l'Orstom ou dans d'autres organismes.

Sans doute pourrait-on expliquer le contraste par le fait qu'étant des individus comme les autres, les chercheurs en sciences sociales n'ont guère envie de se confronter à un phénomène qui est largement associé à l'intimité et à la mort et qui, à ce titre, paraît difficilement se soumettre aux procédures habituelles de la distanciation et de l'objectivation. Mais ceci ne me semble qu'être un point de départ qui requiert de plus larges éclaircissements.

A considérer les résistances dirons-nous subjectives du chercheur, il en est une plus objective et peut-être plus décisive qui tient au fait que le sida est d'abord un objet approprié par d'autres, en l'occurrence par les médecins, les épidémiologistes et par les institutions sanitaires. "Travailler sur le sida", comme l'indiquent les réflexions de M.E Gruénais et de L. Vidal, revient généralement à fréquenter ceux pour qui le sida est assez naturellement un objet de recherche ou un objet d'intervention et qui ont donné leur aval ou manifesté leur intérêt pour une étude en sciences sociales. Sous ce rapport, "travailler sur le sida" est peu ou prou du même ordre que "travailler sur le développement"; dans les deux cas les mots (sida, développement) et les conditions premières de la recherche sont du ressort de disciplines, d'instances et d'institutions plus ou moins "étrangères" aux sciences sociales. Or, on sait que celles-ci ont longtemps rechigné à "travailler sur le développement", parfois pour des raisons politiques (le "développement" étant

schématiquement assimilé à du néo-colonialisme), mais le plus souvent pour des raisons de déontologie scientifique, comme si les sciences sociales, et particulièrement l'anthropologie, avaient bien d'autres objets, beaucoup plus dignes et fondamentaux, à étudier. Mais l'on sait aussi, notamment à l'Orstom, que ce point de vue a été progressivement battu en brèche et qu'il n'y a plus désormais à perpétuer le grand partage entre objets vils et objets nobles, qu'au contraire les situations de développement, comme la situation coloniale autrefois, constituent une bonne relance de nos disciplines. Cela implique que les chercheurs en sciences sociales se confrontent aux multiples acteurs du développement et que s'ils doivent objectiver les stratégies et les enjeux de ces derniers, ils n'en deviennent pas moins à leur tour partie prenante. On mesure ici que des questions éthiques puissent se poser aux chercheurs, que leurs implications dans une situation de développement, et à fortiori dans des études sur le sida, ne doivent pas entamer leur nécessaire volonté d'objectivation et d'explicitation. Mais ces questions ne se posent pas a priori, elles émergent au cours des études et à la mesure des degrés d'implication, autrement dit relèvent moins de maximes à vocation universelle (Kant) que de démarches pragmatiques; des démarches en l'occurrence qui ne sont bien sûr pas purement singulières ou subjectives (ce qui reviendrait à renvoyer les chercheurs à eux-mêmes) mais qui relèvent d'ajustements progressifs résultant notamment de discussions avec les autres intervenants ou partenaires et aussi d'échanges avec des collègues travaillant dans des conditions et des situations similaires. C'est ce qui ressort en tout cas des études de M. E. Gruénais et L. Vidal sur les personnes atteintes par le VIH au Congo et en Côte d'Ivoire où, bien que la posture éthique adoptée par chacune au départ ait été différente (L. Vidal acceptant de travailler dans un contexte de savoir pour le moins flou de leur contamination par les dites personnes, tandis que M.E Gruénais s'y refusait), leur déroulement les fit peu ou prou, par pragmatisme et ajustement, se rejoindre; des études en outre qui ont mis en évidence les problèmes d'éthique des autres intervenants, notamment des médecins pour lesquels le dépistage à l'insu est une pratique courante ainsi que la non-annonce ou l'annonce floue de la séropositivité; toutes choses qui ne les ont pas amenés à refuser ou à rompre leur collaboration avec le monde médical, mais plutôt à en expliciter les tenants et aboutissants, adoptant dans cette affaire moins une attitude dénonciatrice qu'un souci de provoquer un débat, d'engager une confrontation sur les dilemmes entre pratiques et éthique, ou encore de mettre à plat tout ce qui fait que les règles de l'éthique médicale comme le "consentement éclairé" ont bien du mal à s'appliquer dans les contextes africains (mais cela ne leur est pas exclusif puisqu'en France on observe aussi de nombreux dépistages à l'insu).

Au total, l'éthique du chercheur en science sociale ou encore son engagement consiste à faire de ses études (et cela, bien au-delà des sympathies plus ou moins forcées à son endroit ou des appels aux bienfaits de l'interdisciplinarité) une composante indispensable, et reconnue comme telle, des recherches qui sont liées, comme dans le cas du sida, à des problèmes pratiques, à en redéfinir la nature et les multiples dilemmes, à susciter des débats là où les contradictions sont à la fois les plus flagrantes et les moins explicitées. A cet égard, et pour continuer dans l'analogie avec le développement, il est important que le

chercheur en sciences sociales suive de très près la façon dont les "problèmes pratiques" deviennent pour ceux qui en ont la charge des ressources, c'est-à-dire des dispositifs captant, à de multiples niveaux, sources financières et positions de pouvoir. Cela est particulièrement net dans les opérations de développement où les objectifs très pratiques qu'elles se sont assignées sont rendus fréquemment secondaires, voire subalternes au regard des ressources matérielles et symboliques qu'elles ont su drainer et instituer; mais cela l'est tout autant avec le sida qui est certes un problème dramatique pour de nombreux acteurs mais qui est aussi devenu une ressource importante et, partant un lieu d'intérêts et de disputes qui déborde de toutes parts la prise en charge et le traitement du dit problème. Il revient donc aux sciences sociales, et cela encore une fois sans adopter une attitude délibérément dénonciatrice, de démontrer et d'analyser les multiples ressorts du "sida ressource" et, par là même, d'étudier la façon dont ces ressorts influent sur la compréhension et le traitement au sens large du sida; cela, me semble-t-il, définit assez bien la position éthique du chercheur qui tout à la fois tend à épouser un point de vue réaliste en reconnaissant qu'il est dans l'ordre des choses que le sida, comme tout autre problème, soit devenu une ressource, mais ne se prive pas de le dire et de le démontrer: une position qui, en outre, devrait inclure une démarche réflexive sur le rôle et les implications des sciences sociales dans les dispositifs de recherche et d'intervention mobilisés en Afrique (et ailleurs) sur le sida.

Mais l'assimilation du sida à un problème de développement (que certains spécialistes anglo-saxons de la question ont du reste explicitement faite en disant que le sida en Afrique était "une maladie du développement") ne suffit pas à expliquer entièrement l'intérêt et surtout les réticences des sciences sociales à son endroit. Pour n'évoquer ici que la discipline que je connais le mieux, c'est-à-dire l'anthropologie, et pour faire écho aux recherches de M. E. Gruénais et de L. Vidal qui, pour le coup, témoignent d'une assez forte implication dans le problème du sida au Congo et en Côte d'Ivoire, il est patent que les difficultés de terrain ne tiennent pas seulement au fait que l'objet de la recherche soit préalablement défini par d'autres et conçu essentiellement comme un "problème pratique" appelant des solutions; elles tiennent aussi, et peut-être surtout, au fait que le dit objet s'est construit autour du sexe et de la mort (mais aussi autour du sang et de la "contagion") et que le terrain d'enquête épouse peu ou prou les contours de ces différents éléments. "Faire du terrain" comme l'a fait d'entrée de jeu L. Vidal, c'est-à-dire en enquêtant auprès des personnes atteintes, constitue d'abord et avant tout une épreuve puisque nombre de ces personnes sont mortes durant l'enquête. Il est donc patent que faire un tel terrain constitue, par rapport aux pratiques d'investigation habituelles (comme la très classique "observation participante"), un franchissement de frontière qui avant toute considération éthique, place le chercheur dans un certain "inconfort ethnographique": un inconfort que ne connaît généralement pas un anthropologue de la maladie qui, bien que travaillant sur les représentations des affections ou sur les quêtes de thérapie dans tel ou tel univers culturel, aborde rarement de front les problèmes posés par l'expansion d'une épidémie.

Toutefois cet "inconfort ethnographique" n'est pas spécifique au sida; il est tout aussi présent chez ceux qui, un peu plus nombreux qu'auparavant, choisissent de travailler sur des "terrains violents", dans des milieux de prostitution ou de drogue, auprès de populations réfugiées, etc., ou qui élargissent l'objet "maladie" au problème plus aigu de la souffrance. L'inconfort ici se confond sinon avec une prise de risque inédite du moins avec l'invention de nouvelles méthodes d'enquête de terrain; mais il correspond aussi à l'idée qu'en franchissant les frontières, la discipline fait ce qu'elle doit faire, c'est-à-dire étudie l'homme et la société sous tous ses aspects, y compris ceux qui sont les plus sombres et les plus déroutants et dont les arts seuls (peinture, littérature, cinéma) ont à leur manière rendu compte. A cet égard, il semble bien que l'anthropologie ou que la "science sociale", depuis sa fondation avec Durkheim, a forgé ses concepts et ses méthodes à partir d'une approche assez normative de la vie sociale et dont l'étude des institutions et des représentations collectives était le parangon, et que cela a certainement entraîné pour longtemps une oblitération d'autres aspects de la vie sociale, ceux qui précisément peuvent révéler les multiples écarts à la norme, des états ou des univers spécifiques qui, conjoncturels ou non, distribuent autrement l'ordre des institutions et des représentations. Mises à part la littérature et l'histoire, la discipline ne paraît pas avoir manifesté d'intérêt majeur, alors que l'événement était contemporain de sa propre expansion, pour la guerre de 14-18; l'aurait-elle manifesté avec détermination que ses outils, ses objets, voire ses doctrines n'auraient sans doute pas été tout à fait les mêmes. Et si les animateurs du "Collège de Sociologie" (G. Bataille, R. Caillois, M. Leiris), habités justement des affres de la première guerre mondiale et attentifs aux prémices de la seconde, ont assurément voulu franchir les frontières, rechercher quelques faces cachées ou "maudites" de la vie sociale, leurs réflexions se sont davantage inscrites dans le cadre d'une avant-garde littéraire ("sociologie sacrée") que dans celui d'une discipline scientifique qui a finalement tiré assez peu partie de l'esprit buissonnier du "Collège".

Loin de vouloir renouer avec un quelconque esprit d'avant-garde, il est grand temps que l'anthropologie et plus largement les sciences sociales se donnent d'autres objets que ceux trop souvent "aseptisés", et finalement assez confortables, que nous offre le fonctionnement des organisations et des institutions sociales. Le monde l'y invite plus que de raison, et il paraît assez étrange qu'au regard de cette invitation pressante en forme de problèmes, dilemmes et interrogations multiples, la discipline n'ait dans l'ensemble que peu de choses à dire (laissant la place aux philosophes ou aux essayistes de tous bords). Sans doute, comme dans le cas du sida, se posera-t-il pour elle de plus en plus de questions éthiques; mais plutôt que d'en faire des sortes de repoussoirs, ces questions me paraissent salutaires, comme si elles indiquaient que les sciences sociales étaient en mesure de s'impliquer dans l'espace public et dans la vie sociale, de débattre et de délibérer du même coup en leur sein (et avec d'autres disciplines) des conditions et des conséquences d'une telle implication. Malgré le tour imposant qu'a fait prendre Durkheim à la "science sociale", celui-ci n'avait-il pas précisé qu'il n'était pas nécessaire de la constituer en savoir positif si elle ne devait pas prendre une part active dans la vie de la cité; et R. Bastide, qui fut pourtant un anthropologue "fondamentaliste" du domaine

religieux, n'a-t-il pas entendu le message durkheimien en écrivant un des rares traités d'anthropologie appliquée?

En réalité, et pour conclure, il me semble que ces nécessaires franchissements de frontières, avec leurs cortèges d'implications et de questions éthiques, sont la "vérité" de nos disciplines. Je ne crois pas qu'il y eût jamais dans nos recherches non-implication et absence de problème éthique, même quand il s'agissait d'étudier en toute "gratuité" intellectuelle le fonctionnement et l'évolution d'une société. Simplement nous avons fait comme si le terrain obéissait aux techniques neutres de l'observation participante et de divers types d'enquête, et comme si le savoir ainsi produit n'avait aucun usage social. Cela est largement faux. Le terrain, lorsqu'on ose vraiment en parler, est un ensemble d'interlocuteurs placés dans certaines situations (G. Balandier l'a clairement souligné et récemment, et plus fortement J. Fabian) et avec lesquels nous tissons des liens médiatisés souvent par quelque autorité, l'argent ou par différentes sortes de services. Quant à nos "œuvres", elles connaissent des destins qui nous échappent souvent, pouvant servir de références utiles à des "développeurs", des "politiques", éventuellement à certains acteurs de la société étudiée. Autrement dit, il y eut toujours des problèmes éthiques même s'ils furent rarement formulés comme tels, et cela tout simplement parce que le terrain, la relation ethnologique ou la relation d'enquête ne vont pas de soi. Ces problèmes sont en fait inhérents à la volonté de savoir dans laquelle les sciences sociales sont engagées depuis leur fondation, comme le prix d'une explicitation supplémentaire à payer que l'étude de nouveaux objets, tel le sida, rend désormais manifeste.